

«Quand le sage montre la lune, l'imbécile regarde le doigt»

Par Abdelmadjid Bouzidi
abdelmadjidbouzidi@yahoo.fr

La Banque d'Algérie a présenté son rapport de conjoncture pour 2011. On croirait relire une copie des rapports annuels de cette seconde moitié de la décennie 2000.

Solvabilité externe, soutenabilité des finances publiques, le solde du Trésor est positif + 83 Mds DA, épargne publique (et même maintenant des ménages) consistante, très faible endettement extérieur, dette extérieure totale 4 mds US à fin 2011, balance des paiements positive (près de 20 mds USD) (19,91) et son corollaire : amélioration des réserves de change (200 Mds US) Bien sûr, la Banque d'Algérie signale qu'il faudra dès à présent surveiller l'état des finances publiques et contenir le déficit budgétaire affiché qui a explosé notamment sous l'effet de l'augmentation sans précédent des transferts sociaux et, surtout, le rattrapage salarial opéré à très vaste échelle. Mais qui oserait exiger de l'Etat qu'il adopte un plan de rigueur et d'austérité et qu'il diminue la dépense sociale ? Certainement pas tous ceux qui semblent effarouchés par «l'ampleur du déficit budgétaire» qui, en fait, n'en est pas un puisque la Banque d'Algérie elle-même précise que le déficit réel, c'est-à-dire le déficit budgétaire calculé sur la base du prix réel du baril est de 28 milliards de dinars en 2011, 74 milliards de dinars en 2010 et 570,3 milliards de dinars en 2009. Alors 28 milliards de dinars sur 5 300 mds DA du FRR, c'est de la brouille !

De plus, la BA affirme, à juste titre d'ailleurs, que le Fonds de régulation des recettes (FRR) permet le financement du déficit sur dix ans !

Enfin, a-t-on besoin de rappeler que les plans de relance affichent des dépenses publiques tellement colossales et des listes de projets tellement fournies qu'en aucun cas les dépenses

effectivement réalisées durant l'année budgétaire n'atteignent, difficilement, le tiers des dépenses affichées dans le budget.

En 2011, 34,2% seulement des ressources financières inscrites au titre du budget d'équipement ont été consommées dans le budget. Nos déficits budgétaires affichés sont donc théoriques et il est vraiment regrettable que l'on n'ait pas d'application de la loi qui oblige le gouvernement à venir devant l'Assemblée nationale donner le bilan réel de l'exécution du budget et donc le solde budgétaire réel de l'année.

Toutes ces observations ne signifient pas bien évidemment qu'il faut poursuivre sur ce rythme de dépenses publiques, ni que le déficit budgétaire doit continuer à être la voie royale du financement de l'économie. Il faut arrêter cette politique budgétaire expansionniste surtout que ses résultats sur la croissance restent bien timides. Nous voulons surtout souligner que les problèmes économiques de l'Algérie sont autrement plus lourds et plus cruciaux que la simple mise sous contrôle du déficit budgétaire même si la stabilité économique et financière reste un objectif à ne jamais perdre de vue. Nous avons recensé sept dossiers économiques qui doivent rapidement donner lieu à autant de chantiers à ouvrir et à traiter.

Le dossier des hydrocarbures

Le débat sur le secteur de l'énergie n'a jamais revêtu un caractère aussi crucial que dans la conjoncture actuelle. Nos hydrocarbures s'épuisent, nos potentialités en gaz non conventionnel et en énergies renouvelables sont réelles, nos besoins financiers vont être énormes pour faire face à une demande sociale qui va exploser dans

la décennie à venir. C'est maintenant qu'il faut faire les choix pour notre avenir énergétique. Et il s'agit de faire les bons choix. Que prépare le gouvernement ? Qui doit valider ses travaux, si travaux il y a ? Qu'en pensent nos spécialistes ? Comment connecter notre industrie à notre stratégie énergétique ? Quels partenaires extérieurs choisir ? Sur toutes ces questions, mystère et boule de gomme !

Nous attendons toujours la nouvelle politique industrielle

Le gouvernement algérien n'arrive pas à accepter, une fois pour toutes, que le modèle d'industrialisation des années 70 est aujourd'hui complètement déclassé. Le processus de mondialisation de l'économie et ses impératifs de compétitivité ainsi que les nouvelles données du contexte économique national imposent une nouvelle démarche de politique industrielle et dictent une approche délibérée ouverte sur les investisseurs privés nationaux et étrangers. La pratique actuelle du coup par coup, de l'adoption de projets industriels au gré de l'aboutissement des négociations avec les uns et les autres, l'absence d'une vision, pour ne pas dire d'une stratégie industrielle pour le pays, nous font prendre un retard considérable que nous allons payer très cher dans la décennie à venir car, ni nos concurrents, ni nos partenaires ne se résigneront à nous attendre.

Le site Algérie n'est pas attractif

Le monde économique bouge : le mouvement d'internationalisation des capitaux ne cesse de s'amplifier, les processus d'outsourcing et d'offshoring sont les facteurs-clés de croissance des champions régionaux et mondiaux, les politiques de délocalisation des firmes transnationales sont tou-

jours en œuvre. L'Algérie est absente de ce tableau. Il nous faut construire notre attractivité pour bénéficier de toute cette dynamique des échanges internationaux et sortir de cette «politique défensive», cette «politique des tranchées» qui nous met complètement «hors jeu».

L'économie fondée sur la connaissance

La productivité, la compétitivité, la compétition passent aujourd'hui impérativement par le savoir, l'innovation, les technologies de l'information et bien sûr l'éducation. C'est l'économie fondée sur la connaissance. L'Algérie n'y est pas encore, bien sûr. Mais nous devons nous y préparer et le plus tôt et le plus sérieusement. A l'horizon 2020, nous devons fabriquer notre croissance économique au moins à un taux de 10% par l'EFC.

L'entreprise

Nous l'avons maintes et maintes fois écrit : sortir du tout-pétrole, c'est construire des entreprises performantes, beaucoup d'entreprises. L'Etat doit être facilitateur et accompagner l'entreprise privée dans ses actes d'investissement, de production, d'exportation.

La sécurité alimentaire

Il y a, à l'évidence, un risque alimentaire sérieux en Algérie. Et ce risque augmente avec l'augmentation de la population. Les politiques agricoles qui se sont succédé depuis l'indépendance n'ont pas diminué notre sensibilité à cette contrainte alimentaire. Comment élargir au maximum notre marge de manœuvre dans ce domaine et élaborer et mettre en œuvre une stratégie agroalimentaire qui réduit cette lourde dépendance des approvisionne-

ments extérieurs que nous pourrions de moins en moins assurer.

La politique sociale

L'ouverture économique, la compétition mondiale, la compétitivité ne peuvent être menées avec efficacité que si la politique sociale est en capacité d'assurer au plan interne, la non-exclusion et la lutte contre la précarité. Dans le même temps, il faut admettre que la gestion du social doit avoir sa propre logique et non pas se dissoudre dans une démarche du «tout est dans tout». Nous ne savons pas encore, en Algérie, gérer le social sous contraintes et nous avons refusé jusqu'à ce jour la dichotomie économique/social. La mauvaise surprise risque d'être grande lorsque le «voile» du pétrole sera levé.

Dossiers lourds, dossiers déterminants pour l'avenir économique du pays, autant dire l'avenir de la société algérienne. Nous savons que, en économie, qui n'avance pas recule : la démographie, la mondialisation et la compétition qu'elle nous impose, la rapide évolution des sciences et des technologies n'offrent aucun répit. Alors passer son temps à débattre du niveau de déficit budgétaire soutenable, à se questionner sur la réalité ou la virtualité des réserves de change ou encore quel est le niveau de prix du baril qui met notre économie en danger (question pour l'instant secondaire puisque la solidité de nos réserves de change nous permet de résister aux chocs externes), c'est vraiment justifier le fameux adage qui s'applique à nous «quand le sage montre la lune, l'imbécile regarde le doigt».

A. B.

POUSSE AVEC EUX !

Par Hakim Laâlam

hlaalam@gmail.com



Pour la 5 432e fois, nous vous le redisons : nous, pas bouger !

Désormais, les Algériens pourront se rendre en Tunisie sur simple présentation d'une carte...

... grise !

Et zut ! La «source très très proche du gouvernement» et qui prédisait une entrée imminente tout à coup subitement de l'Algérie dans le conflit armé au Mali devait avoir le nez vachement obstrué ! Rien ! Walou ! Nada ! Medelci a très clairement dit que l'Algérie ne comptait pas faire bouger les lignes de front autrement que politiquement. Aïe ! Aïe ! Aïe ! Comme je pressens la déception de ceux qui nous demandaient instamment de tendre l'oreille pour mieux percevoir le cliquetis des chenilles des chars algériens en route vers Tombouctou. D'abord, ce constat sous forme de conseil amical : la source au fait des velléités guerrières de l'Algérie et de ses capacités à tomber dans le panneau devrait essayer les bains de boue en plein désert. Si ça ne guérit pas forcément des rhumatismes, ça aide à mieux contrôler les muscles de la bouche, et notamment à mieux tenir ceux de la langue, réputés très remuants. Et puis, juste pour le sourire, le rire gras, franc et sans calculs mauvais, ce rappel : parmi les «émissaires» des nations très très amies qui se sont relayés à Alger ces dernières semaines, parmi les «envoyés spéciaux» venus nous convaincre que nous, la «seule vraie grande puissance régionale», devons envoyer nos soldats au casse-pipe pour sauver les mausolées maliens de la

furia des p'tites frappes d'Ançar Eddine, il s'en trouvait un dont la venue m'a franchement détendu les zygomatiques : Amara Essy, l'émissaire du Président français... je veux dire ivoirien, Alassane Ouattara. Et lui aussi a dû suivre les mêmes cours de chant et de solfège, puisqu'à peine ses précieux mocassins posés sur le tarmac de l'aéroport d'Alger qu'il poussait la chansonnette, le tube de cet été : «Sans l'Algérie, pas de solution à la crise malienne.» Je comprends que la France ait grandement «aidé» à redéfinir – et je reste poli – les contours de la vie politique et économique en Côte d'Ivoire, et je conçois qu'à Cocody, on ait une longue liste d'ascenseurs à renvoyer à Paris, mais tout de même ! Pas comme ça, frères Africains. Je vous ai connus plus fins, plus manœuvriers, moins grossiers dans vos approches forcées et contraintes. Faut vraiment que l'Elysée et d'autres capitales «influentes» ressentent de plus en plus fort l'urgent besoin de voir du para algérien enlisé à Gao pour que la sous-traitance atteigne de tels degrés d'inamicale brusquerie qui oblige l'obligé Ouattara à nous bombarder d'émissaires. Même le «vieux», même Houphouët Boigny n'aurait pas marché dans ce gros machin qui chlingue. Et Dieu sait que lui aussi avait de grosses casseroles. Mais lui, au moins, même chargé de casseroles, savait plus finement dribbler. A croire qu'aujourd'hui, seul Drogba dribble au pays des éléphants. Je fume du thé et je reste éveillé, le cauchemar continue.

H. L.

PUBLICITÉ

PROMOTION
VALABLE DU
23/06 AU 1/07



Devenez Djezzy et repartez avec un BLACKBERRY !

Djezzy Entreprise

DJEZZY

L'Algérie تعيش

www.fraudbook.com/djezzy

* Dans la limite du stock disponible.

Pour toute nouvelle acquisition d'une ligne **Business 3300** ou **4300** et d'une souscription au service BlackBerry, il vous sera offert un BlackBerry curve 8520. Le Service BlackBerry est à partir de 1500 DA.

Pour plus d'information, contacter le 788.